



Coût d'impression : 30 cts



Pieds du nez

N° 7 - été 2005

AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG! AARRG!

p8

Amérique latine



RETOUR DE LA CROISSANCE...



Edito :
Non c'est non

Vous

Le Mali

Le paradigme
démocratique

Transitions
démocratiques
en Amérique
latine

Medef et
compagnie

Les Soums

L'affaire
Clearstream

Poésie

Autopsie d'un
charognard

Si le peuple français commence à exprimer son opposition à la mondialisation libérale en rejetant un traité constitutionnel clairement orienté dans ce sens, ailleurs dans le monde des mouvements d'oppositions ayant depuis longtemps identifié ce système économique comme dévastateur, les droits fondamentaux de l'être humain sont depuis longtemps déjà à pied d'oeuvre.

En Amérique Latine le libéralisme a été imposé dans les années 70 par des dictatures militaires qui éliminaient systématiquement tous ceux qui réclamaient un peu de justice sociale pour des peuples exploités depuis des siècles. A ces dictatures ont succédé des démocraties libérales complètement corrompues qui ont absout les militaires de leurs crimes et continué leur politique économique jusqu'à la caricature. Pour quelques poignées de dollars, ils ont vendu la majorité des entreprises et des richesses nationales à des multinationales venues des Etats Unis mais aussi d'Europe pour participer à la grande braderie organisée par ces gouvernements avec l'aide du FMI. Les notions de service public et d'intérêt général ont laissé place au maître mot de rentabilité et tout ce qui ne pouvait pas être immédiatement transformé en profit a été détruit.

Le résultat de cette vague de «réformes » a été une hausse farouche du chômage et de la pauvreté atteignant des limites que l'on pensait à jamais révolues dans cette région du monde. A Buenos Aires autrefois ville moderne et prospère, des gens vivent aujourd'hui sur des tas d'ordures et se nourrissent en revendant des cartons qu'ils ramassent dans les rues.

Ainsi comme nous le faisons aujourd'hui, argentins, boliviens, uruguayen... ont assisté impuissants au pillage de leur économie par des multinationales avides de profits faciles avec la complicité d'une classe politique complètement corrompue.

Mais les peuples Sud américains sont en train de se lasser de travailler pour crever de faim et de regarder l'ensemble de leurs richesses s'évader vers le nord, vers ce « grand frère américain » qui les gaspille et les transforme en armes de guerre qu'il retourne ensuite parfois contre ces « indios, arriérés et ignorants » qu'il s'obstine à maintenir loin de ses frontières.

Au Venezuela, le président Hugo Chavez a entrepris la renationalisation des bénéfices de l'industrie pétrolière, principale richesse du pays. Il a survécu à un coup d'état fomenté par la CIA grâce à un soutien populaire massif.

En Argentine, suite à l'effondrement de l'économie consécutive aux réformes libérales imposées par le

FMI, le peuple a pris en charge sa survie et a fait redémarrer certaines usines que leurs propriétaires avaient abandonnées.

En Bolivie, en 2003, la population est descendue dans la rue pour s'opposer à la vente des réserves de gaz naturel du pays à des multinationales. La répression a fait 80 morts et des centaines de blessés et le président Sanchez de Lozada a dû fuir le pays pour se réfugier aux États-Unis. Son successeur a failli connaître le même sort cette année pour les mêmes raisons.

**de tra-
our cre-
im et de
r l'en-
de leurs
s s'éva-
le nord**

Il existe une multitude d'exemples de la combativité des peuples Sud américains même si leur récit a bien du mal à parvenir jusqu'à nos oreilles. L'échec du renversement de Chavez et le rejet sous pression populaire de la zone de libre échange des Amériques qui devait renforcer la main mise des Etats Unis sur l'économie régionale peuvent faire naître l'espoir d'un réel recul de l'impérialisme américain dans cette partie du monde.

La détermination sans faille de certains mouvements semble donc payante puisque certains pays ont déjà connu un arrêt des privatisations et des dirigeants politiques se trouvent placés dans une situation très embarrassante ; C'est clairement sous



pression populaire que se prennent aujourd'hui certaines décisions.

Le réveil de la résistance sur ce continent qui a connu la répression politique la plus violente jamais organisée, décimant des populations entières en raison de leur soutien réel ou supposé à des mouvements communistes s'accompagne d'un débat d'idée extrêmement riche notamment sur ce qu'est et ce que doit être la démocratie. Mauricio Ruano chercheur en science politique d'origine salvadorienne à l'université de Québec nous a livré ses réflexions sur ce sujet nous dévoilant ainsi un pan de ce travail idéologique qui se déroule loin de nous et qui remet en cause fondamentalement l'idée que nous nous faisons de nos systèmes politiques et de leur caractère démocratique.

De notre envoyé spécial au mali...

Un autre univers socio-culturel

4

A peine descendu de l'avion, la chaleur qui nous suivra durant tout le séjour nous tombe dessus. Première rencontre, premier sourire, premier billet. Difficile pour un toubab de disparaître et de se faire oublier, la foule est si dense et le marché noir partout. A chaque regard suit une rencontre qui sera toujours gratuite et naturelle. On voit des légumes et là des fruits qui n'existent que dans les livres. Tout le monde est actif : ça cuit, ça porte, ça crie, ça rie, tout le monde a chaud et tout le monde nous voit tel une tache blanche sur un vêtement noir. La découverte culinaire suivra plus tard lorsque l'on surmontera l'angoisse de la touristat.

Première nuit, premiers moustiques, première prière à 4H du matin. Très vite on quitte Bamako où l'air est nauséabond et la foule omniprésente. Philippe se rappelle que ce bus il l'a pris enfant, il y a trente ans. A peine quitté Bamako, un militaire s'arrêtant au milieu de la route pour téléphoner nous fait piller et un Sotrama est envoyé au talus. Il n'y a pas de blessé grave mais les gens, qui jusqu'ici étaient très calmes, s'emparent alors et le militaire prend la fuite. Les quarante passagers veulent chacun faire une déposition. On attend alors quatre heures afin de pouvoir voyager pendant le même temps.

Heureusement Francis nous raconte beaucoup de choses, ça fait 20 ans qu'il connaît alors on écoute, et on voit la brousse, ces paysages lunaires et cette végétation survivante. Les baobabs, arbres boursoufflés et torturés pour faire des cordes ; des troupeaux, libres d'aller et venir dirigés par le Peul à la physionomie métissée ; la brousse incendiée par les agriculteurs ce qui nous choque profondément ; puis une forêt nationale qui passe difficilement cette saison chaude.

Pour sortir de la ville on passe les postes de contrôle douaniers ainsi que pour chaque autre ville et à mi-chemin entre Bamako et Ségou on marque une halte. C'est ici que l'on découvre nos premiers Garibes, qui pour faire l'aumône nous chantent le Coran. Premier Thé, premier haut le cœur, il est plus sucré et plus concentré qu'un café surdosé. On nous propose des noix de cola, on refuse ne sachant qu'en faire.

Le voyage prend fin et c'est dans la capitale de l'ancien Empire Bambara que l'on met les pieds : Ségou. Un hôtel à touristes riches, au sens local du terme, tenu par un expatrié Allemand qui fit fortune en convoyant les vieux bus européens, nous fera passer nos premières nuits. On profite de la tiédeur nocturne pour se promener dans les rues de Ségou. Malheureusement il nous est difficile d'aborder quiconque. Il y a la barrière de la langue. On découvre alors que le français

n'est parlé que par les instruits et ils sont peu nombreux. Ce qui nous amène à rencontrer un jeune linguiste qui peut parler le français, l'anglais, l'espagnol, l'arabe, le bambara et le mossi. Et qui se propose de nous vendre un peu n'importe quoi, l'offre est sympathique mais hors propos. Il nous raconte un peu son pays mais ce qui l'intéresse c'est l'Europe et ses richesses, souvent les gens demandent que l'on parle de notre culture et de " pourquoi eux sont pauvres et nous riches ?".

Francis finit par nous accueillir chez lui, et l'on rencontre Awa sa concubine et Awa la servante de celle-ci, ainsi qu'Awa la voisine d'en face et Awa la voisine d'à côté. Awa c'est Eve, les gens sont tous baptisés selon le calendrier Musulman et Awa revient très souvent. D'ailleurs tous le monde prie ici, on trouve des petites mosquées de fortunes sur tous les lieux de travail, souvent un simple enclot de pierre orienté vers La Mecque. La religion est un sujet de conversation très passionné qui intéressera le premier quidam qui passe. Ne pas croire est quelque chose qui dépasse la plupart des gens. Ici Allah est le seigneur et régit la destinée de chacun et ceci jour à jour. Inch Allah, si Dieu le veut finit chaque phrase, souhait, projet. Cela ressemble à une forme de fatalisme divin qui n'incite pas la population à se prendre en main mais qui explique tout.

On profite des relations de Francis pour prendre une mobylette et partir en brousse. La piste est en mauvaise état

mais praticable, de nombreuses femmes nous croisent portant des fagots de bois en direction du marché de Ségou. On double les charrettes tirées par les ânes, bêtes à tout faire. Arriver au premier village on s'arrête. C'est ici que Francis œuvre sur un projet pilote. Du coup tout le monde le connaît et il nous présente Dougoutigi. Toujours ce problème de langue. On va voir les artisans qui tissent de la corde à l'aide de sacs plastiques recyclés. Les rues sont étroites et les maisons en banco, les femmes travaillent aux tâches ménagères sortant l'eau du puits et faisant les lessives. Les hommes boivent le thé posés autour de l'arbre qui règne sur la place principale. La mosquée trône à l'entrée du village et l'arbre des morts domine le cimetière. On croise des enfants qui nous fuient ou nous suivent en criant partout " Toubabou, toubabou !!! ". Les gens nous sourient et nous proposent thé, café, nourriture. Chacun nous accueille selon le Diatigi et nous offre arachide ou cola. Dans un autre village, c'est une chèvre que l'on nous offre. Avec Philippe on se demande comment on va la ramener mais le soir même elle est tuée

coupée et grillée. Un délice.

Lorsque l'on veut boire il faut traiter l'eau, il paraît que l'on ne tiendrait pas alors on va la chercher au puit. On la chauffe et on la traite. Eux la boivent sans rechigner, c'est ainsi depuis toujours. C'est comme ça que se diffusent les épidémies, mais pour eux c'est dieu qui est la cause de tous leurs malheurs. On rencontre l'Imam du village qui nous invite à prendre le thé. Il est riche au sens malien du terme : beaucoup de bêtes, beaucoup de nourriture, beaucoup de femmes, beaucoup d'enfants et beaucoup d'influence. Au même titre que les chasseurs qui gardent les secrets de la terre et des esprits, et qui peuvent lever ou jeter des malédictions ainsi que réaliser des prodiges.

Tout le monde nous témoigne de l'importance, on veut rencontrer Monsieur le Secrétaire Général on nous propose Monsieur le Ministre. C'est un peu déstabilisant. Le mythe du blanc règne encore et une certaine admiration à notre égard nous incite à remettre le blanc à sa place d'opportuniste. Cela



n'empêche pas des pères de familles de nous proposer leurs filles en mariages. Un panier de cola suffirait pour faire la demande à la grand mère. Et le reste s'arrangerait à l'amiable. Heureusement les femmes commencent à prendre leur destin en main, ce qui nécessite une force de caractère extraordinaire étant donné que le pays souffre d'un chômage féminin de plus de 80%.

Ce peuple est de loin le plus métissé d'Afrique, il comprend de nombreuses ethnies qui ont cessé les guerres intestines au cours du colonialisme. C'est un peuple généreux au fonctionnement communautaire. La notion d'état souverain le

dépasse un peu ce qui entraîne une faible citoyenneté. Certes son fatalisme empêche toute projection dans l'avenir mais il est plus facile pour eux de supporter une vie souvent difficile en rejetant la faute sur le miséricordieux. On ne peut en rien comparer la culture unique de cette région du globe avec la culture hégémonique que l'occident diffuse abusivement. C'est d'ailleurs là bas un problème gênant qui entraîne une crise identitaire chez les jeunes. Ils rêvent pour la plupart de vivre à l'occidentale et de pouvoir être de bêtes consommateurs alors qu'ils disposent d'une riche philosophie de la vie qui élimine les dépressions et autres malaises sociaux.

AG



5

Le capitalisme expliqué aux enfants par son créateur...

" L'ignorance est la mère de l'industrie aussi bien que de la superstition. La réflexion et l'imagination sont sujettes à s'égarer ; mais l'habitude de mouvoir le pied ou la main ne dépendent ni de l'une ni de l'autre. Aussi pourrait on dire, que la perfection à l'égard des manufactures, consiste à pouvoir se passer de l'esprit, de manière que , sans effort de tête, l'atelier puisse être considéré comme une machine dont les parties sont les hommes. L'intelligence de la plupart des hommes se forme nécessairement par leurs occupations ordinaires. Un homme dont toute la vie se passe à exécuter un petit nombre d'opérations simples....n'a aucune occasion de développer son intelligence ni d'exercer son imagination... il devient en général aussi ignorant et aussi stupide qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir. L'uniformité de sa vie stationnaire corrompt naturellement la vaillance de son esprit.....elle dégrade même l'activité de son corps et le rend incapable de déployer sa force avec quelque vigueur et quelque persévérance, dans tout autre emploi que celui auquel il a été élevé. Ainsi sa dextérité dans son métier est une qualité qu'il semble avoir acquise aux dépens de ses vertus intellectuelles, sociales et guerrières. Or dans toute société industrielles et civilisée tel est l'état ou doit tomber nécessairement l'ouvrier pauvre, c'est à dire la grande masse du peuple. "

Adam Smith, théoricien du capitalisme.

Cité par MARX dans 'Le capital'

De la circulation sanguine de nos villes...à un amour.

Les rues sont les veines du corps humain, le sang est le moyen de transport (voiture,bus) et plus petit(trotinette, vélo).Marise et moi sommes amoureux du patrimoine historique de Besançon (le centre ville).Il représente l'héritage de nos ancêtres et nous transmet en un clin d'œil leur histoire .Aujourd'hui, les technologies modernes (arrêt de bus, publicité, devantures de magasin...)cohabitent avec le patrimoine historique.

Nous, peuple bisontin, votons pour élire un conseil, un maire, des adjoints. Ils décident et appliquent leurs décisions concernant le devenir(pour une partie) du centre ville. Notre société Française évolue suivant une multitude de paramètres(économiques, sociaux, politiques).Ils se résument par les agissements des Hommes. Quel

devenir a le centre-ville ? Même Mr le Maire ne sais pas. Il suit des directives nationales (environnement, transport en commun, ...) et des orientations politiques.

Moi et Marise sommes insatisfait du remodelage architectural. Les travaux de rénovation ne sont que quelques constructions modernes qui se répètent au fil des rues. Ce besoin de modernisme se fait entendre par la mairie et la population(interactivité entre les habitants, les commerçants et eux).La liste du modernisme est longue : les antennes fleurissent sur les toits, les éclairages électriques sont présents sur les monuments, les infrastructures de bus(arrêts) et voitures(parcmètres), les enseignes de boutique, les systèmes de ventilation, les cables aériens, les fenêtres contemporaines, les aménagements urbains(revêtements,

poubelles, bornes, bancs).Notre société française évolue sur le plan humain(les mœurs) et matériel, elle se définit de cette façon depuis la nuit des temps. A contrario les sociétés traditionnelles(à l'oriental) sont " rigides ".

Je souhaite juste au travers ces écrits inviter le lecteur à émettre une opinion(ou à se définir une vision) au sujet de la modernité de ces villes chargées d'histoire.A cet instant, je me laisse traverser par une pensée d'amour, les mots me manquent pour achever cet article. Je me laisse contempler cet amour.... C'est sûrement le début du changement extérieur /intérieur.

Le paradigme démocratique : débats théoriques et enjeux politiques

Selon Guy Hermet, la démocratie est une construction symbolique où la souveraineté populaire est reconnue ; elle est pourtant abstraite et sa pratique effective est déléguée dans un pouvoir qui est censé " fonctionner en son nom et à son bénéfice " (1993, p. 21). En Occident, ce type d'organisation politique a été instauré lorsque " l'État libéral fut démocratisé et, par le fait même, la démocratie devint libérale " (Macpersen 1976, p. 5). C'est ainsi que sont nées les sociétés de démocratie libérale.

Norberto Bobbio est de l'avis que la relation État libéral et démocratie est complexe et tout autre que linéaire. Pour lui, le libéralisme est une conception déterminée de l'État où son pouvoir et ses fonctions sont limités et, comme tel, il " s'oppose tant à l'État absolu qu'à l'État que nous appelons aujourd'hui social " (1996, p. 11). Pour Bobbio, un État libéral n'est pas nécessairement démocratique et, historiquement, il se réalise plutôt dans des sociétés où la participation au gouvernement est très restreinte, limitée aux classes possédantes. " Un gouvernement démocratique, semble conclure cet auteur, ne donne pas nécessairement vie à un État libéral : au contraire, l'État libéral classique a été mis en crise par le processus de démocratisation progressif produit par élargissement graduel du suffrage jusqu'au suffrage universel " (p. 11-12).

De l'exposé de Bobbio, nous déduisons un fait essentiel du paradigme démocratique : il est traversé par une antithèse source de deux formes d'État : le libéral et le démocratique. Le premier est celui qui propose de restreindre son pouvoir. Tandis que le deuxième conseille sa distribution, son extension. Ces concepts opposés fondent, par la force de leur contenu, deux écoles de pensée et deux sensibilités militantes (qui) s'affrontent sur ce plan, les premières concevant la démocratie comme un pur mécanisme de gouvernement dépourvu de visée sociale ou historique, et les secondes l'interprétant au contraire moins comme un agencement institutionnel que comme un projet de société destiné à promouvoir l'accomplissement aussi bien personnel que collectif de tous les citoyens (Hermet, 1993, p. 22-23).

Le paradigme démocratique se révèle être le porteur d'une antithèse qu'il faut, selon Kelsen (1988), avoir à l'esprit pour sa compréhension profonde. C'est elle qui est fondée sur deux conceptions et sur deux sensibilités militantes, qui propulse la démocratie en un mouvement contradictoire et conflictuel. Cette dynamique, comment s'alimente-t-elle ?

Selon Étienne Balibar, " Cette contradiction très profonde s'alimente à plusieurs évidences qui sont rarement mises en question : en particulier que l'égalité

serait essentiellement d'ordre économique et social alors que la liberté serait avant tout d'ordre juridico-politique " (1992, p. 124-125). Le lieu où cette contradiction prend forme et contenu, c'est l'État qui dès lors se caractérise par deux tendances : l'une fondée sur l'égalité qui propose son intervention " parce qu'elle est essentiellement de l'ordre d'une redistribution, alors que la préservation de la liberté (c'est-à-dire l'autre tendance) serait liée à la limitation de cette intervention, voire à la défense permanente contre ses effets " pervers " " (Idem, p. 125).

C'est dans l'État que prend donc forme " la différence du " formel " et du " réel " (ou du " substantiel ") des droits [...]. La représentation de l'égalité comme un enjeu exclusivement collectif, alors que la liberté (en tout cas la " liberté des modernes ") serait essentiellement liberté individuelle, même dans l'ordre des libertés publiques (qu'il conviendrait alors de penser essentiellement comme garanties publiques des libertés privées) " (Idem).

Selon ces différentes approches, l'État, ses lois, ses institutions et ses mécanismes de fonctionnement ne semblent ni neutres ni planer au-dessus des intérêts des individus. L'État qu'il soit libéral ou démocratique ne serait donc pas indépendant sinon en étroite dépendance avec ces derniers. Le conflit social se produirait justement ici, car le choix d'une forme d'État en relation avec un intérêt particulier en exclurait l'autre et vice-versa.

Ce choix détermine également qu'une vision démocratique s'impose sur son contraire et à travers des lois et des procédures, qu'elle s'étende à la " totalité " sociale pour déterminer ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. L'État se dévoile ainsi être le support d'un trait particu-

lier : il rend universel ce qui est particulier. Autrement dit, un intérêt particulier sera présenté, à travers l'État, comme étant celui de la société tout entière. Ce qui donnerait une relative " homogénéisation " structurelle. Ce fait expliquerait pourquoi la société, en dépit de sa complexité croissante, garde presque toujours la même direction et que le jour où elle change, c'est parce que d'autres intérêts ont pris la relève. Alors, l'État souffre une mutation pour s'adapter aux temps nouveaux.

Ce sont ces paramètres qui délimiteraient l'activité politique des individus. Ici, les deux grandes visions sur la démocratie se concrétisent et mesurent leur capacité d'influence à travers une lutte aiguë pour établir l'hégémonie d'un paradigme sur l'autre. Les défenseurs d'une démocratie procédurale ou d'une démocratie substantielle s'affrontent et mettent au centre de leur dispute leurs différentes conceptions d'État, de collectivité et d'individu.

C'est dans l'État que prend forme la différence du " formel " et du " réel " des droits



DE NOUVELLES PERSPECTIVES



TOURISTIQUES POUR L'ASIE



MARCHÉ COMMUN....



"Le pire ennemi du profit c'est le plein emploi"
François Chevalier, stratège chez BP Finance, le
25 mai 2005 sur France info à 12h 59.

Pourquoi les transitions démocratiques

L'actualité latino-américaine nous apprend régulièrement que des gouvernements qui ont été démocratiquement élus tombent les uns après les autres à cause de la pression populaire. Les cas, entre autres, d'Andres Perez au Venezuela, d'Alberto Fujimori au Pérou, de Fernando de la Rúa en Argentine et tout récemment de Sanchez de Lozada en Bolivie le montrent. Des puissants mouvements sociaux qui veulent faire de l'Amérique latine une région plus solidaire et plus humaine font donc irruption dans la scène politique régionale.

Selon notre analyse, cette confrontation entre gouvernants et gouvernés serait alimentée par le fait que les régimes en place, en appliquant leur programme politique, écartent systématiquement les intérêts et les aspirations des mouvements sociaux. Ces derniers, vis-à-vis d'un espace politique pratiquement fermé, sont contraints d'agir et d'utiliser la lutte extra parlementaire pour réclamer leurs droits. Néanmoins, les gouvernements ignorent leurs revendications et persistent à implanter leurs politiques élitistes et excluantes. Se déchaîne dès lors une colère populaire que ces régimes tentent de contrôler par des répressions sanglantes, mais les mouvements sociaux ne claudiquent pas et redoublent même leur militantisme. Ces gouvernements subissent alors une forte pression et tombent inévitablement, tôt ou tard. [...]

Durant les années 1980, le panorama politique régional était pourtant fort différent. [...] C'était l'époque où les militaires, à travers des pactes politiques avec l'opposition, acceptaient de retourner à leurs casernes laissant enfin la démocratie prendre son élan. [...]

La science politique a conceptualisé et célébré l'avènement de ces processus comme "transitions démocratiques". [...] Mais comment peut-on expliquer le fait qu'en dépit de tout cet optimisme des théoriciens et des politiciens, les mouvements sociaux ne s'identifient nullement à ce projet démocratique et qu'au contraire, ils s'y opposent de manière militante, comme l'ont

montré les exemples cités ci haut ?

Sur les transitions démocratiques en Amérique latine

Pour tenter de trouver une réponse, nous allons mettre au centre de l'analyse les pactes politiques régionaux eux-mêmes. Ceux-ci semblent, en effet, avoir été porteur de profondes déficiences démocratiques comme le dévoile Hermet lorsqu'il affirme que les transitions démocratiques

" furent en réalité rarement démocratique(s) dans leur mise en œuvre, régies en général par des accords formels ou informels entre les " démocrates " et les forces armées. Plus largement, observe Hermet, de la mort de Franco à la renaissance de la démocratie à Santiago et à l'implosion des régimes communistes, l'expression de transition démocratique n'a guère désigné autre chose que ce processus de connivence forcée entre les anciens et les futurs détenteurs du pouvoir. [...]

Sur l'État développementaliste en Amérique latine

[...] Les principaux traits économiques de ce modèle dirigé par l'État incluaient une stratégie autarcique d'accumulation de capital fondée sur une industrialisation par substitution aux importations (ISI) dans une économie semi-fermée. Ceci a signifié que le secteur public joue le rôle d'une grande entreprise et que l'État assume une régulation générale des marchés par des subsides de la classe moyenne urbaine et la classe ouvrière de même que par un régime d'inflation modéré. À ce système étatique, on ajoutait les contrôles politiques et culturels, et on donnait une grande importance au clientélisme, aux canaux corporatistes ainsi qu'aux relations directes entre les élites nationales et les masses populaires (1995, p. 20). [...] À cette époque, l'État était maximal et la cohésion de même que l'intégration sociale des secteurs populaires faisaient partie de l'agenda politique régional, objectifs qui passaient, soulignons-le, par des politiques interventionnistes ainsi que par la redistribution de la richesse. C'est cet État maximal de démocratie substantielle qui allait être attaqué et transformé de fond en comble. [...]

Terreur d'État, fin de l'État développementaliste et triomphe du néo-libéralisme

Pour entreprendre cette démarche, souvenons-nous que pour Hermet (2001), le terme transition démocratique ne signifie guère autre chose qu'une connivence forcée entre les représentants de l'ancien et du futur régime à l'intérieur d'un État mixte. La conciliation des acteurs politiques régionaux ne semble donc pas avoir été ni un acte rationnel ni un acte volontaire, mais plutôt le

produit d'une imposition.

Cette perspective d'analyse trouve son sens si nous nous situons dans l'Amérique latine de la décennie 1960-70. Durant cette période, la région entière fut soumise à un mode de vie spécial qui résultait directement de cette guerre totale que les militaires ont lancée contre leurs ennemis, c'est-à-dire les gouvernements progressistes qui étaient en place à ce moment-là et leurs alliés (réels ou imaginaires). [...]

Cette partie de l'Amérique fut ainsi soumise, pendant une longue période, dans la répression et la mort. Il est donc pertinent d'assumer que les militaires poursuivaient deux objectifs stratégiques qui s'accordaient simultanément : d'une part, supprimer toute opposition politique et d'autre part, écarter cette dernière en tant qu'alternative réelle de pouvoir. Ces militaires préparaient ainsi les conditions pour faire passer l'Amérique latine d'un modèle d'État progressiste à un de type conservateur. Voici comment Petras décrit cette transformation : Tous ces revers des forces progressistes dans la région furent prolongés par des guerres qui ont permis à la classe capitaliste et aux militaires de reprendre le contrôle de l'État. C'est à ce moment qu'ils ont commencé à démanteler les programmes sociaux construits tout au long des deux décennies antérieures. Ils ont ainsi éliminé la législation de travail qui était progressiste, privatisé et dénationalisé les entreprises publiques, réduit les salaires et les crédits en vue de réaliser la réforme agricole, etc. Pour compléter leur victoire, continue-t-il, la classe capitaliste et son pouvoir militaire se sont alliés aux multinationales des États-Unis, à son État impérialiste à la Banque Mondiale et au Fond Monétaire International dans le but d'imposer le néo-libéralisme comme l'unique programme politique, économique et social dans la région (2000 (2), p. 2).

En d'autres mots, ce que les élites politiques et économiques de la région entamaient concrètement, c'étaient le démantèlement des États progressistes existants et l'imposition de leur type d'État, c'est-à-dire un État qui n'avait comme unique programme politique que l'implantation du néo-libéralisme. Le Chili est un cas typique de cette période. Salvador Allende, qui avait été élu Président de ce pays, décide d'entamer tout un programme de réformes économiques et sociales qui devaient favoriser le développement intérieur et l'intégration des exclus. L'issue de cette tentative est assez connue : ce gouvernement tombe sous la poigne de fer des militaires. C'est à ce moment-là que le Chili est mis dans la voie du néo-libéralisme et la victoire de ce dernier y fut tota-

ont-elles échoué en Amérique latine ?

le. Anderson décrit excellemment des mesures qui ont alors été prises :

" Sous la dictature de Pinochet ce pays a appliqué ce programme (le néo-libéralisme) sous des formes très dures : déréglementation, chômage massif, répression antisyndicale, redistribution de la richesse en faveur des riches, privatisation du secteur public, (et ainsi de suite) [...]. Le néo-libéralisme chilien, bien entendu, présupposait l'abolition de la démocratie et la mise en place d'une des dictatures (les plus) cruelles de l'après-guerre [...]. Si le Chili représente une expérience pilote pour le néo-libéralisme dans les pays de l'OCDE, l'Amérique latine a aussi servi de terrain pour expérimenter des plans qui seront appliqués à l'Est (1996, p. 8). Une répression ouverte et san-

glante a, par conséquent, précédé les transitions démocratiques régionales. Dans ces conditions, un fait crucial se produisait : les élites traditionnelles ont réussi, lors des changements démocratiques, à conserver une position privilégiée. Le passé dictatorial et élitiste en Amérique latine survivait ainsi dans une sorte de continuité. Petras a repéré cette continuité aux deux échelons suivants : 1) au niveau de l'appareil d'Etat où les fonctionnaires du pouvoir judiciaire, les hauts commandements militaires, la police et les agents d'intelligence ont préservé l'influence qu'ils avaient durant la dictature ; et 2) au niveau économique où les élites contrôlent les finances, la production et les médias (2000(2), p. 3). Ce que nous appellerons le pouvoir réel restait intact et sous contrôle direct des puissantes mino-

rités. [...]

Les pactes politiques en Amérique latine inauguraient ainsi une période où la démocratie serait soumise à une haute surveillance. [...]

Comme nous l'avons déjà avancé ci haut, un rapport de forces inégal entre les acteurs politiques régionaux s'est imposé lors des transitions démocratiques. Il est donc tout à fait compréhensible si nous soutenons maintenant que cette inégalité aurait pris forme et contenu à l'intérieur d'un Etat mixte où les " nouveaux " démocrates s'allient, par raison politique, à l'ancien pouvoir qui contrôlait ce que nous avons appelé le pouvoir réel. Ce serait à travers cet Etat mixte que l'ancien pouvoir allait imposer son programme socio-économique unique[...]"



Dès lors, comment pouvons-nous être étonnés que Willian Glade ait observé qu'en Amérique latine, les programmes d'ajustements structurels proposés par le Fond Monétaire International (F.M.I.) aient réveillé l'antipathie à l'encontre de ces mesures. En effet, le seul bénéficiaire des dits programmes a été le secteur d'affaire qui a ainsi eu la possibilité de promouvoir, sans trop de contraintes, sa vision exclusive du projet national (2000, p. 44).

Ce sont ces impacts concrets des démocraties réellement existantes en Amérique latine qui nous forcent à croire que le pouvoir des " nouveaux "

démocrates ou opposition politique n'était en réalité que purement formel, c'est-à-dire, sans véritable poids au moment de prendre les décisions qui allaient déterminer et la portée et la profondeur de la démocratie dans la région. Or, si cela fut le cas, où était donc le jeu démocratique ? Nous pouvons déjà convenir que, lors des votes populaires, les Latino-américains n'ont pas eu et n'ont pas de véritables alternatives au modèle néo-libéral triomphant des élites au pouvoir. Lesquelles ont fait du marché une prémisses hautement normative dont les principes fondateurs sont : " le libre-échange, l'idéologie de l'Etat minimum et l'absence de considérations

politiques et sociales au cœur de l'analyse économique (Hibou, 1998, p. 104). [...]

Dans ce processus, l'État a été fortement affaibli et l'entreprise privée, qui maîtrise les forces du marché, est devenue de plus en plus puissante. Grâce à cette nouvelle politique économique, d'importants réseaux sociaux tombaient et les secteurs populaires devenaient de plus en plus appauvris. Il faut souligner ici que l'État dit minimal et sa force interventionniste ne sont pas restés ni neutres ni passifs. En réalité, ils furent très actifs. Cependant, cette fois, ils n'avaient pas comme boussole les intérêts des secteurs populaires, à l'image de l'État maximal, mais plutôt les intérêts de ceux qui commandaient les forces du marché. D'après notre analyse, c'est ainsi qu'en Amérique latine se soude cette alliance entre l'État et le marché qui, ensemble, allaient concentrer un pouvoir redoutable.

C'est donc cette alliance puissante qui expliquerait pourquoi, dans cette région du monde, le marché est devenu l'axe autour duquel allait s'articuler les autres dimensions du social. Sous son empire, les droits sociaux, tels que le droit à l'éducation, à la santé et autres, allaient se transformer en marchandises accessibles seulement à ceux et celles qui ont les moyens financiers d'y accéder. C'est pourquoi nous soutenons que la démocratie dominante dans cette partie de l'Amérique n'était pas un projet de société mais plutôt un projet élitiste et exclusif.

Conclusion

Les pactes des acteurs politiques qui ont permis le déclenchement des transitions démocratiques régionales ont ouvert la voie à la démocratisation de la région. L'Amérique latine passait ainsi des dicta-

tures militaires à l'installation des régimes démocratiques qui tentaient de se légitimer à travers des élections périodiquement organisées. [...]. Concrètement, ce type de démocratie prônait un État minimal qui devait exclure l'État développementaliste qui existait auparavant dans cette partie de l'Amérique. La démocratie formelle s'imposait de cette façon sur son contraire, c'est-à-dire la démocratie substantielle, et écartait ainsi les intérêts socio-économiques des secteurs populaires. Pour contrecarrer cette situation trop désavantageuse, les Latino-américains organisent de puissants mouvements sociaux et à travers eux, passent à une action directe assez efficace pour faire tomber les régimes en place. D'autres gouvernements accèdent au pouvoir, mais puisqu'ils persistent à maintenir le cap des précédents, les mouvements sociaux se mobilisent à nouveau, les font échouer ou les soumettent à une pression constante qui les empêche d'agir librement.

C'est ainsi qu'en Amérique latine, il existe une profonde scission entre les élites politiques et économiques au pouvoir qui prônent une démocratie réduite strictement à la reconnaissance de droits juridico-politique des citoyens, et les mouvements sociaux qui prônent l'autre démocratie, c'est-à-dire une démocratie qui veut l'extension de ces droits aux droits socio-économiques des personnes. [...]. Les deux grandes conceptions de la démocratie s'affrontent de cette façon dans une lutte politique aiguë sans qu'aucune issue semble envisageable. Selon notre analyse, c'est à cause de ces conflits politiques sans fin que la crise des transitions démocratiques en Amérique latine s'est déclenchée.

MR



Medef et compagnie....

Rares sont les Européens conscients de la façon dont les entreprises internationales, à travers des organismes comme l'ETR (européen round table), influence en profondeur la politique européenne. Aucune analyse de l'actuelle stratégie néolibérale de l'union européenne, encourager la déréglementation et la privatisation et tout assujettir à un objectif de compétitivité internationale, ne peut se permettre d'ignorer les activités des groupes de pression industriels. "

En fait, on peut dire que les lobbies industriels agissent en lieu et place de la base citoyenne dont la commission est dépourvue.

Ci dessous quelques éléments d'information sur les "vrais décideurs", au niveau européen, sans vouloir, pour autant exonérer la classe politique de sa responsabilité sur "l'état des choses". Les politiques gardent par ailleurs, un vrai pouvoir décisionnel, quoi qu'on dise.

L'observatoire de l'Europe industrielle est une association réunissant une brillante équipe de chercheur. Ceux-ci nous décrivent, dans un livre capital, "Europe.inc, liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaire européens", fruit de six années d'enquête, comment et jusqu'où les grandes firmes européennes, au travers d'un intense lobbying dictent les grandes orientations politiques de l'union européenne. Le livre est consultable en ligne sur le site des éditions Agone.

L'intégration politico-industrielle, la collusion entre milieu d'affaire et institutions n'a, en effet, jamais été aussi grande qu'aujourd'hui. Et cela aussi bien à niveau national, au sein des différents ministères, qu'à un niveau supranational, au sein des grandes instances de décision, comme, par exemple, à la commission européenne. La présence et la pression des lobbies industriels influent donc plus que jamais sur les grandes orientations de la politique européenne. Cette politique est désirée, voulue par les grandes firmes transnationales, mais aussi par nos gouvernements respectifs. En accord avec le credo néo libéral, supprimer tous les obstacles au commerce et aux échanges de marchandises, les différents gouvernements européens bradent l'état social, l'état providence, fruit de deux siècles de conquête sociale.

Court descriptif des trois plus influents lobbies industriels qui hantent les couloirs de la commission européenne à Bruxelles.

L'ANCHAM (le comité européen des chambres américaines de commerce). Ce groupe de pression est un représentant des multinationales basées aux états unis. Il est présent à Bruxelles depuis une trentaine d'années, son influence est montée en puissance dans les années 80 et il constitue aujourd'hui un des principaux lobbies industriels. L'adhésion au

club reste principalement réservée "aux entreprises européennes ayant une parenté américaine et à celles dirigées, de fait depuis les états unis". 145 firmes géantes font parties de ce groupe de pression dont Boeing, Dupont, Exxon, General Motors, McDonald's, Monsanto, Protec&Gamble....

Keith Chapple, président de l'ANCHAM pour l'union européenne : " L'Europe va de plus en plus se trouver en concurrence avec les pays en développement qui constituent des bases alternatives attirantes pour l'industrie.... Pour être compétitive, l'Europe doit être souple, se débarrasser des coûts inutiles

et faire preuve d'ouverture dans ces relations commerciales ".

Keith Chapple préconise que l'Europe travaille dans le sens "d'une main d'œuvre flexible", de plus de libéralisation et d'un cadre réglementaire compétitif(...) Si elle tarde à le faire, l'Europe va sentir passer le vent des restrictions "....

L'ANCHAM, manque rarement une occasion de faire peser la menace de la délocalisation. Par ailleurs, l'ANCHAM travaille en rapport étroit avec les deux autres groupements industriels les plus influents à

Bruxelles, l'ERT et l'UNICE.

L'ERT (la table ronde des industriels européens) est un lobby, dont l'action depuis une quinzaine d'année compte pour beaucoup dans l'orientation néolibérale de la construction européenne. Y figure des firmes telles que Investor AB, Bayer, BP, DaimlerChrysler, Ericson, Fiat, Nestlé, Nokia, Pétrofina, Philips, Renault, Shelle, Siemens, Solvay, Total, Unilever... Toutes les préconisations émanant de ce groupe de pression vont dans le sens de leurs intérêts, c'est à dire " l'innovation ".

L'UNICE (l'union des confédérations industrielles et patronales européennes) est un autre lobby d'importance et qui représente l'industrie auprès de l'UE depuis 1958. Les pressions qu'exerce ce lobby aboutissent souvent à l'adoption de mesures favorables aux milieux d'affaire et bloquent les législations socialement et écologiquement progressistes. Ce groupe de pression regroupe 33 fédérations d'employeur provenant de 25 pays européens et parle au nom de "million de, petites, moyennes et grandes entreprises. "

A la différence de l'ERT, qui se concentre sur les grandes orientations politiques, L'UNICE s'occupe, traite les points de détails, cela dit, les priorités sont les mêmes : renforcement de la compétitivité européenne, mise en place du marché unique et de l'union monétaire, expansion vers l'Est, évaluation comparative et libéralisation du commerce mondial et de l'investissement. " L'UNICE proclame que les hauts taux de chômage en Europe peuvent être résorbés par la création d'un marché du travail toujours plus flexible.... "



Les Soums

Cela se passait il y a très longtemps, dans un monde plus extraordinaire que personne n'en a jamais connu. Ce monde, aujourd'hui enfoui dans les ténèbres profondes de l'oubli était un monde entièrement végétal. La nature avait là-bas une capacité à se développer comme nul par ailleurs, et tout y était arbres, fleurs et fruits. Les arbres y atteignaient des hauteurs prodigieuses, et laissaient parfois tomber au sol d'énormes fruits ronds et sucrés. Les lianes de la forêt avaient un goût de miel ; et les fleurs qui y poussaient avaient la capacité magnifique de recouvrir de leurs robes chatoyantes des prairies entières.

L'extraordinaire richesse de cet endroit était due à sa situation particulière, aux confins de deux galaxies dont les soleils se succédaient dans le ciel, l'illuminant en permanence d'une lumière très douce. Mais une telle beauté n'aurait cependant pu exister sans les eaux limpides et pures de la rivière Luce qui traversait le pays de part en part.

C'est dans ce pays merveilleux que l'on pouvait rencontrer le héros de cette histoire, le petit peuple Soum. Les Soums formaient une communauté minuscule qui vivait en parfaite harmonie avec son environnement. Ils se nourrissaient des fruits, des lianes, et du nectar des fleurs. Ils étaient si discrets dans cette immensité colorée que l'on ne remarquait guère leur présence qu'en traversant par hasard un de leur village composé de petites habitations arrondies aux murs de bambous et aux toits palmés. En continuant son chemin, on atteignait bien vite les berges de la rivière Luce et, si on la remontait jusqu'à sa source, on pouvait apercevoir le magnifique palais de sable bleu, demeure du grand sage Tésoum'o, le roi des Soums.

Tésoum'o régnait disait-on sur le peuple Soum depuis la nuit des temps grâce à ses droits exclusifs sur la plus merveilleuse, la plus

extraordinaire richesse du pays, une fleur aux pouvoirs magiques. Cette fleur donnait à vivre à qui-conque la consommait, un moment de plaisir extrême où tout devenait possible ; un moment fantastique de joie sans aucune limite. Les Soums nommaient cet instant " l'heure de bonheur ".

Tésoum'o le grand sage consommait à lui tout seul une énorme quantité de fleurs et se les faisait porter, aux portes de son palais de sable par de petites embarcations qui remontaient chaque jour le cours de la rivière Luce. Les Soums étaient toutefois autorisés à consommer des fleurs à l'occasion des deux grandes fêtes qui

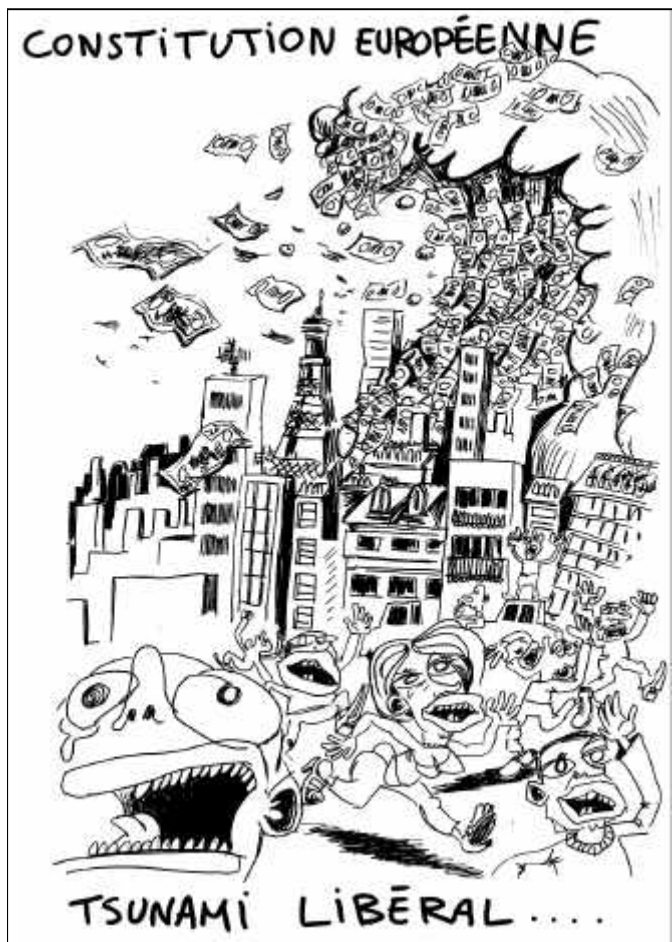
tard à l'occasion de la fête suivante.

Le reste du temps, les Soums menaient une existence pénible qui contrastait totalement avec leur environnement paradisiaque. C'est en effet à eux qu'incombait la lourde tâche de cueillir l'énorme quantité de fleurs magiques consommée par Tésoum'o. Ils partaient tôt le matin à sa recherche dans les profondeurs de l'immense forêt et rentraient chaque soir épuisés. Ils ramassaient alors, sur le chemin du retour quelques délicieux fruits sucrés et s'endormaient dans un profond sommeil dès qu'ils franchissaient la porte de leurs petites maisons végétales. Les

enfants eux allaient à l'école où ils apprenaient toutes les techniques de cette cueillette extrêmement délicate ; puis, quand ils étaient devenus assez habiles, ils rejoignaient leurs parents sur les chemins qui menaient dans les profondeurs de la grande forêt.

Malgré l'immense tentation bien compréhensible, les Soums ne pouvaient jamais consommer de fleurs magiques pendant leur travail car ils étaient en permanence surveillés par les terribles Choufs qui se dissimulaient partout dans l'épaisseur de la forêt et se jetaient, comme surgis de nulle part sur le pauvre Soum qui aurait succombé à la tentation malheureuse de franchir l'interdit suprême en pays Soumi. Les Choufs étaient particulièrement chouchoutés par Tésoum'o qui les autorisait parfois à consommer des fleurs magiques en dehors des jours de fête

; c'est pourquoi on pouvait en croiser quelques-uns en faisant la sieste au bord des chemins au soleil de midi ou sautillant de joie au milieu des Soums qui peinaient à avancer, le dos courbé sous leur lourd fardeau de fleurs. Il faut savoir cependant que les Choufs étaient en réalité des Soums enlevés très jeunes dans leurs villages et isolés afin d'être éduqués à leur mission de surveillance et de répression.



Mais il vint un jour où la fleur magique qui était très fragile commença à devenir rare dans les forêts Soumi en raison de la trop abondante cueillette dont elle faisait l'objet. Tésoum'o qui ne semblait pas pouvoir se passer de ses cargaisons de fleurs, exigeait de son peuple qu'il lui en apportât toujours plus. Les Soums devaient fournir de terribles efforts pour aller chercher des fleurs dans les endroits les plus inaccessibles, mais chaque jour la récolte devenait plus maigre. Pourtant, Tésoum'o n'avait pas l'air de vouloir y croire et annonçait de bons résultats, encourageant à intensifier la cueillette malgré le risque évident que celle-ci faisait courir à la survie de la plante magique dans les forêts du pays.

Il advint donc à ce rythme, un jour où les Soums ne trouvèrent plus une seule fleur magique à ramener à leur souverain. Ce jour fut suivi d'un autre, puis d'un autre, puis d'un autre encore et il fallut bien se rendre à l'évidence, la fleur magique avait totalement disparu. Les Soums rentraient chaque soir les mains vides et il ne circulait plus sur la rivière Luce que quelques radeaux transportant des fruits et des légumes, quelques bambous et de l'huile de palme, mais des fleurs magiques, il n'y en aurait plus jamais.

Au bout d'un certain temps, épuisés et découragés, les Soums finirent par abandonner la cueillette. Soudainement désœuvrés, ils se mirent à errer sans but à travers tout le pays. Les Choufs essayèrent bien de s'opposer à cette démission mais ils furent vite débordés et se rendirent à leur tour à l'évidence ; sans fleur pas de cueillette, et sans cueillette pas de surveillance. Ils se mirent à leur tour à déambuler sur les chemins, à tel point que l'on ne fit bientôt plus la différence entre Choufs et Soums quand ils se trouvaient, par hasard à marcher ensemble.

Ce fut une époque terrible qui restera de triste mémoire, marquée par l'ennui et la désolation. Mais petit à petit, certains Soums commencèrent à comprendre qu'il

n'y avait peut-être pas que des désavantages à ne plus passer sa journée à cueillir des fleurs. Ils se rendirent compte alors qu'ils n'avaient plus rien à craindre des terribles Choufs et que s'ils s'arrêtaient au bord d'un chemin ou bien oubliaient de se lever le matin, plus personne ne leur disait rien. Ils se mirent donc à cueillir d'autres fleurs qu'ils choisissaient pour leur couleur ou leur parfum. Ils les ramenaient aux villages, en faisaient des bouquets pour décorer leurs maisons. Ils s'amuserent à mélanger les fruits et les légumes et inventèrent de nouveaux plats délicieux. Ils apprirent la musique en faisant des flûtes avec des bambous et l'utilisèrent pour accompagner les chants et les danses d'autrefois. Les enfants, qui ne pouvaient autrefois n'être conçus

Soums explosaient de la joie qu'il y avait de ne rien faire un moment pour qui passe son existence à travailler. Et les fleurs n'avaient rien à voir là dedans.

Bientôt, la nouvelle se répandit à travers tout le pays Soumi, et ce petit peuple pacifique entra dans une colère noire. Mais que pouvait donc bien faire Tésoum'o le grand sage avec toutes ces fleurs inutiles qu'ils avaient depuis si longtemps chaque jour cueilli pour lui. Ils se rassemblèrent alors, bien décidés à aller voir ce qui se passait là haut. Ils entrèrent dans le château de sable et cheminèrent parmi une multitude de pièces richement décorées jusqu'à une très jolie petite chambre. Là se trouvait un cercueil de palmes tressées avec à l'intérieur le cadavre d'un tout petit Soum complètement desséché. A côté de lui, sur une chaise, se tenait un vieux Chouf. Quand les Soums entrèrent dans la pièce, celui-ci se leva pour les saluer. Qui es-tu lui demandèrent-ils ? Je suis le ministre des cueillettes du royaume et (il désigna du doigt le petit cercueil) voici Tésoum'o le grand sage.

Le vieux Chouf leur expliqua alors comment Tésoum'o était mort de chagrin quand il comprit qu'il ne pouvait plus être le seul Soum à pouvoir jouir de son temps comme il lui plaisait.

Ainsi était Tésoum'o le grand sage qui tirait son plaisir non de sa liberté pour elle-même mais de la supériorité qu'elle lui donnait sur les autres. Devenir un Soum ordinaire, il ne l'avait pas supporté.

Le peuple Soum ne versa pas une larme en souvenir de cet égoïste souverain qui tirait son plaisir pervers de la souffrance de son peuple, l'épuisant à des tâches inutiles dans le but de pouvoir jouir seul de la merveilleuse existence qu'offraient les fabuleuses richesses du pays Soumi. Et l'on ne parla bientôt plus de lui que le soir, à la veillée, dans de terrifiantes histoires pour faire peur aux enfants. Il devenait alors, à la lumière vacillante des feux de camps, un horrible monstre à la langue fourchue et aux oreilles velues, couvert d'énormes pustules dégoulinantes.

ML



L'affaire Clearstream

Clearing est un mot anglais qui vient du verbe to clear et qui signifie éclaircir, clarifier, et dont une acception signifie compenser un chèque.

Les sociétés de clearing :

Il n'existe que deux sociétés internationales de clearing dans le monde : Euroclear et Clearstream. Celles-ci liquident l'essentiel des transactions transfrontalières de la planète financière.

Qu'est-ce qu'une société de clearing ? Une société de clearing, que l'on pourra appeler aussi une chambre des compensations, est un lieu d'enregistrement et d'accélération des transactions financières. Du fait de la dématérialisation de l'économie, ces transactions sont traitées en temps quasi réel, sans qu'il n'y ait ni mouvement de titres, ni mouvement d'espèces.

Fondamentalement, donc, le clearing, c'est l'acte, inscrit électroniquement, du changement de propriétaire de ces "valeurs mobilières", qu'il s'agisse d'actions ou d'obligations, ou encore de parts de sicav, de fonds d'investissements.... Qui circulent dans le "village global".

Comme nous le dit le journaliste d'investigation Denis Robert, le but c'est "d'accélérer les échanges de titres. Faciliter le travail des banques. Gagner du temps, donc de l'argent. Tel est depuis toujours le credo des investisseurs, puis des salariés du clearing."

Les sommes en jeu sont considérables. Pour les dirigeants actuels des sociétés de clearing, l'unité étalon est le trillion d'euros.

Il est donc important de dire que les sociétés de clearing ont été des outils financiers essentiels dans la mise en place des conditions de ce que l'on a appelé à la fin des années 90, la mondialisation de l'économie, et ont donc fortement contribué à la libéralisation économique de l'Europe.

En effet, dès 1991, les plus grandes banques du village financier adhèrent aux deux systèmes de clearing que constituent les sociétés Clearstream et Euroclear.

A propos de la mise en place des comptes non-publiés :

La société Clearstream, sise au Luxembourg, a créé au début des années 80 un système de comptes non-publiés. Comme nous l'explique Denis Robert "la possibilité d'avoir dans Clearstream un compte non publié est, à l'origine, le fruit d'une demande technique. N'importe quelle banque ne pouvait pas en bénéficier. Elle ne visait qu'à alléger les démarches, lors d'une opération de clearing, quand l'une des banques concernées était la lointaine filiale d'une autre banque. Cette nouveauté concernait uniquement des établissements importants ayant une maison mère et des filiales. Il

suffisait à l'autre banque partie prenante de connaître le code de la maison mère de son interlocuteur, qui se chargeait ensuite de répercuter la transaction vers le compte non-publié de sa filiale. Les banques ayant une centaine de filiales étaient, dès lors plus obligées de publier tous leurs codes en Clearstream. Elles pouvaient si la firme les y autorisait, se contenter du code de la maison mère."

Cependant, Ernest Backes, un des concepteurs du système, va vite s'apercevoir que les comptes non publiés vont être utilisés à des fins autres, que celles prévues au départ. Ainsi, il constate que sous des codes spécifiques, certains clients sont des sociétés industrielles ou commerciales, qui recherchent la discrétion dans leurs opérations financières, en évitant le passage jusqu'alors obligatoire par une banque.

Comme en témoigne Ernest Backes : " Mon idée a toujours été de vérifier ce qu'on allait faire de notre

travail. Il était très facile, avec les comptes non publiés, de créer un système dans le système. D'après ce que je savais de la place financière luxembourgeoise, la mise en place d'une "banque dans la banque" avait déjà eu des adeptes ailleurs. Les affaires avaient été étouffées, les responsables protégés. On en parlait seulement sous le manteau."

Ernst Backes et Denis Robert, après s'être procurés des listes de compte non publiés gérés par la société Clearstream constatent que sur celle-ci prolifèrent des sociétés sises dans les paradis fiscaux, et tout particulièrement dans les îles Caïmans et les îles Anglo-normandes....

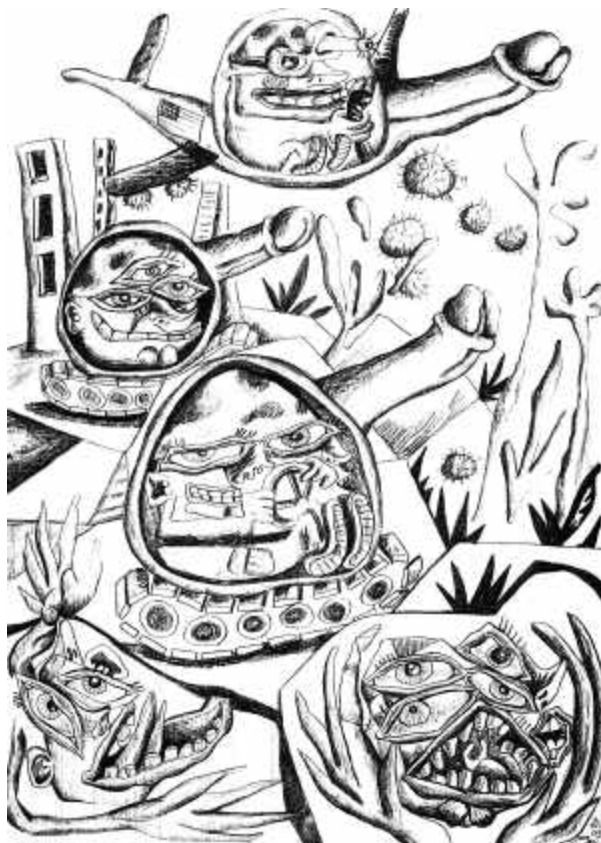
D'un côté l'on crée une filiale dans un paradis fiscal, de l'autre on le dote de compte non publiés.... Via Clearstream. C'est la recherche de la discrétion la plus grande. Discrétion qui de facto va servir à dissimuler de nombreux transferts bancaires internationaux des plus douteux.

En fait, comme nous le dit Denis Robert, un véritable "système de dissimulation d'opérations bancaires a été mis en place et utilisé avec l'aval de dirigeants de banques, de directeurs financiers, d'administrateurs de sociétés implantées partout dans le monde, et d'homme politique influents...."

Par ailleurs, et pour être plus précis, Clearstream n'aurait jamais pu prospérer sans la bienveillance de dirigeants politiques luxembourgeois comme Jacques Santer ou Jacques Poos... Ces hommes politiques, non contents de régner sur la septième place financière du monde, ont également eu un rôle clé dans la construction de l'Europe."

Tout cela, alors que nous sommes, avec le système Clearstream, en présence de l'une des plus belles "lessiveuses" d'argent sale au monde.... Affaires de la banque Ambrosiano, du crédit lyonnais, de la BBCEI, Elf, ect...

La criminalité financière, assurément ne s'est jamais aussi bien portée....



Chiraquie et blanchiment...

Le Luxembourg apparaît comme le nœud de la finance occulte gérée par la république française. Lorsque la mission parlementaire française contre le blanchiment, courageusement menée par les députés Vincent Peillon et Arnaud Montebourg(notamment, par rapport à la société de clearing Clearstream), a délivré le 23 janvier 2002 son rapport contre ce paradis fiscal, bancaire et judiciaire, le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Junker, a sorti sa botte secrète : " Il existe un projet de loi au Luxembourg pour interdire aux banques luxembourgeoises de financer des vents d'armes. Je souhaite que la France s'en inspire rapidement ". En clair, le Luxembourg menaçait de fermer le robinet des facilités bancaires pour les exportations de la république... La réaction française ne s'est pas fait attendre : le porte-parole du quai d'Orsay a désavoué la mission parlementaire.

.... "Très impliquée dans la géopolitique irako-iranienne, la Chiraquie tenait là un bon branchement. C'est loin d'être le seul : la majorité des grands banquiers de la place parisienne fraternisent avec le néo-gaullisme et adhèrent à Clearstream".

Extrait de **Noir Chirac** de François-xavier Verschave aux éditions les arènes. Février 2002

Le temps des poètes

DES MAUX POUR RIEN

On tombe chaque jour,
Mes proches y sont passés,
Et moi je rends hommage à ces petites vies tristes et pourtant révoltées.
Lutte de chaque instant qu'la société écrase.
C'est quand tu deviens faible qu'tu retrouve au chômage.
Qu'on t'accuse de profiter.
Alors que chaque minute , à toi, te semble volées...
Tu t' retrouve au chômage,
Et pourtant tu t'y perds,
Rares,rares, sont ceux qui le trouve prospère :
Et a ceux là aussi, je tire ma révérence,
A ceux qui disent aux autres :
Moi, je jouis de la vie,
A vos boulots de merde, je réponds : "non merci".
Les levés de soleil ne m' sont plus étrangers.
Et la nuit m'appartient aussi bien que le jour.
Et si dans ma retraite, vous venez me forcer.
Je saurai vous résister.

MANY



LA RENCONTRE

Ils se sont levés dans un seul mouvement, trois garçons, une fille.
Et leurs gestes étaient coulants comme des rubans.
Leur aisance était une danse mouvante et mouvante l'unité de temps.
Des musiciens naturellement, je les ai tant contemplés...
Distante d'un temps du temps présent.
Dans un hochement de tête,
Tu as tout dit, tu n'as rien dit,
Tu étais là, présent peut-être,
Et si distant, et si présent.
Vivre au jour le jour chaque instant,
Goûter par jeu le poids des ans.

MANY

Rubrique "autopsie d'un charognard"

Le 26 novembre 1902
Dieu est avec le patronat américain

En 1902, dans les mines de charbon de Pennsylvanie, concentrées entre les mains de deux grands groupes, les conditions de travail sont particulièrement dures : bas salaires, mauvaise sécurité (les ouvriers paient les bois de soutènement) et interdiction de s'organiser. Quand, suite à un accident, éclate la grève, le public sympathise avec les mineurs - et ce bien que la grève s'éternise pendant près d'un an, forçant la fermeture d'écoles et de bâtiments publics non chauffés. Mais le magnat George F. Baer, représentant du patronat minier, ne veut rien entendre. Pour lui et ses pairs, s'opposer à leur pouvoir, c'est s'opposer à Dieu. Le 26 novembre, Baer publie un article expliquant que " les droits et intérêts du travailleurs doivent être placés entre les mains non pas d'agitateurs ouvriers, mais entre celles d'homme chrétiens, à qui Dieu, dans son immense sagesse, a confié la gestion de la propriété privée de ce pays. S'opposer à eux, les vilipender, c'est s'opposer à Dieu, c'est être l'ennemi de Dieu ". L'article fera grand bruit, Baer est applaudi par les industriels à travers le monde, tandis que les syndicats mobilisent. En mars 1903, sur pression du gouvernement Roosevelt, un accord est finalement conclu, obtenant une hausse de salaire, une meilleure sécurité... mais toujours pas la levée de l'interdiction syndicale. Source :

Reseau Voltaire <http://www.reseauvoltaire.net/>



Exprimez-vous dans 0 Pieds de Nez

Vous pouvez envoyer vos productions par la poste à
aarrg Besançon 6, rue de la Madeleine 25000 Besançon,
par mail à l'adresse ci-dessous ou publier directement
vos textes sur le SPIP de aarrg Besançon à
aarrg-besancon.chez.tiscali.fr

La rubrique *C'est arrivé près de chez vous* est appelée à réapparaître si des témoignages d'événements exceptionnels (artistiques, culturels, sociaux, ...) nous arrivent.

Radio : AARRG ! anime l'émission *la Capoeira* sur Radio BIP (96.9)
chaque quatrième jeudi du mois à 19h30,
retransmise le mardi suivant à 13h

Contact : aarrg-besac@dixinet.com - **Informations** : aarrg-besancon.chez.tiscali.fr
Réunions : 6, rue de la Madeleine le mercredi soir à 20h30